

RÉPUBLIQUE DE GUINÉE
Travail-Justice-Solidarité



MINISTÈRE DU BUDGET



GUIDE DU CITOYEN

LOI DE FINANCES 2018

SOMMAIRE

AVANT-PROPOS	3
SIGLES ET ABREVIATIONS	5
1. Guide du Citoyen : qu'est-ce que c'est?	6
2. Quelle est l'importance de ce guide pour le citoyen?	7
3. Qu'est-ce que le budget de l'Etat ?	7
4. La politique budgétaire 2018 et ses grandes orientations	8
5. Quelles sont les étapes de préparation du budget de l'ETAT ?	1 0
6. En 2018, combien l'Etat prévoit-il de mobiliser et dépenser ?	1 2
7. D'où proviennent les ressources du budget de l'Etat ?	1 3
8. Comment le gouvernement dépensera-t-il les ressources publiques en 2018 ?	1 6
9. Ressources transférées aux collectivités	1 8
10. Quel est le montant des dépenses d'investissement prévu par piliers du Programme National de Développement Economique et Social (PNDES) ?	1 9
11. Quel est le montant des dépenses d'investissement prévu par secteurs ?	2 1
12. Présentation du budget par grandes fonctions de l'Etat	2 2
Affaires Economiques :	2 4
Enseignement	2 5
Santé	2 6
Logement et Equipement Collectif	2 6
Protection Sociale	2 7
Défense, ordre et sécurité publics	2 7
Conclusion :	3 0
ANNEXES	3 1
Glossaire	3 3

AVANT-PROPOS

Chers concitoyens,

J'ai l'honneur et le plaisir de vous présenter la deuxième édition du guide budgétaire du citoyen, appliquée à la loi de finances 2018. Chaque année, le budget de l'État est autorisé dans une loi de finances votée par notre Assemblée Nationale et rendu exécutoire par un Décret du Président de la République.

Quel est le montant total du budget de l'État ? Comment s'élabore ce budget ? Comment est-ce qu'il est exécuté ? Qui en assure le contrôle ? Voilà autant de questions que vous vous posez et dont les réponses peuvent parfois être complexes à saisir, particulièrement pour les non-initiés à cet exercice.

C'est pour faciliter la compréhension du budget de l'État par tous les citoyens que nous publions ce guide. Nous l'avons voulu simple, interactif et compréhensible. Il vous renseigne sur la façon dont l'État utilise son budget (recettes, dépenses et soldes) pour influencer sur l'organisation et le fonctionnement de notre économie, et sur le développement de notre pays.

Les affectations budgétaires donnent des indications sur les priorités du Gouvernement. Par exemple, les dépenses publiques d'infrastructures, de financement des systèmes éducatif et de santé, qui normalement devraient affecter l'activité économique et l'emploi à court terme, favorisent plutôt l'essor économique à moyen et long terme.

Ce guide entre aussi dans notre mission de vous tenir informés de l'utilisation qui est faite de votre budget. Il est en effet l'expression de la volonté de traduire dans les faits les dispositions novatrices de la Loi Organique Relative aux Lois de Finances et de ses textes d'application. Le Ministère du Budget reste déterminé à pérenniser cette initiative en publiant dorénavant annuellement le guide du citoyen sur la loi de finances. C'est par ce biais que nous entendons rendre le budget de l'État aux citoyens dont il est censé améliorer les conditions de vie.

Dans le cadre de l'exécution de la loi de Finances 2018, d'importantes innovations seront introduites par le recours à des solutions informatiques, certes simples mais efficaces. Ces solutions permettent aujourd'hui à nos responsables des Divisions des Affaires Financières (DAF) de procéder à des engagements budgétaires à partir de leur

institution respective. Quant à la plateforme virtuelle e-biassy, elle nous aidera à rationaliser les dépenses de transport de fonctionnaires de l'État ; tandis que la mise à disposition des agents de l'État des bulletins de salaire électroniques (BuSE), procède à la rationalisation des coûts des imprimés et leur distribution tout en leur offrant des services commodes et de qualité. Enfin, l'adoption d'une nouvelle nomenclature budgétaire participe à l'actualisation de nos lignes budgétaires par rapport aux évolutions institutionnelles que notre pays a connu ; toutes choses qui en facilite la compréhension.

C'est de cette façon que nous faisons la promotion de la transparence budgétaire, de la participation citoyenne et de la redevabilité, si chères au Président de la République. Sans doute par ce biais nous prévenons, voire luttons, également contre la corruption qui pèse tant sur l'efficacité de nos politiques publiques. Notre souhait est que cet outil apporte des réponses satisfaisantes à vos questionnements. Les principaux chiffres contenus dans la Loi de Finances 2018 y sont présentés.

Ces chiffres vous permettent de prendre connaissance du total des ressources de l'État (impôts, droits, taxes et financements extérieurs) et leurs allocations aux services publics (santé, éducation, infrastructures, sécurité, développement rural et environnement...).

J'espère qu'il vous donnera envie de vous intéresser davantage au processus budgétaire et aux politiques publiques. C'est à ce prix que nous accroîtons les bénéfices sociaux et économiques des politiques publiques. C'est aussi la meilleure façon de traduire vos préoccupations dans les différentes lois de finances, conformément à la volonté du Président de la République, Professeur Alpha Condé.

Il ne me reste plus qu'à vous souhaiter bonne lecture.

Je vous remercie

Mohamed L. DOUMBOUYA, Ph.D

Ministre du Budget

SIGLES ET ABREVIATIONS

CAAF	: Centres d'Appui à l'Autonomisation des Femmes
DAF	: Division des Affaires Financières
DGD	: Direction Générale des Douanes
DNB	: Direction Nationale du Budget
DNI	: Direction Nationale des Impôts
DNIP	: Direction Nationale des Investissements Publics
DNPEIP	: Direction Nationale du Patrimoine de l'État et des Investissements Privés
DNPP	: Direction Nationale du Plan et de la Prospective
DNTCP	: Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique
ERAM	: Ecoles Régionales des Arts et Métiers
GNF	: Francs Guinéens
IRE/DPE	: Inspection Régionale de l'Education/Direction Préfectorale de l'Education
ISSAV/VGE	: Institut Supérieur des Sciences Agronomiques et Vétérinaires/Valérie Giscard d'Estaing
LF	: Loi de Finances
LFI	: Loi de Finances Initiale
MB	: Ministère du Budget
MEF	: Ministère de l'Economie et des Finances
MPCI	: Ministère du Plan et de la Coopération Internationale
OMVG	: Organisation pour la Mise en œuvre du Fleuve Gambie
PACV	: Programme d'Appui aux Communautés Villageoises
PAFISAM	: Projet d'Amélioration de la Formation et de l'Insertion dans les secteurs de l'Agriculture et des Mines
PME	: Petites et Moyennes Entreprises
RER	: Redevance d'Entretien Routier
RP	: Responsable de Programme
FMI	: Fonds Monétaire International
UE	: Union Européenne

1. Guide du Citoyen : qu'est-ce que c'est ?



Le guide du citoyen est un document simplifié de la Loi de Finances. Il résume les principaux chiffres figurant dans cette Loi, à travers lesquels le citoyen est informé de la provenance des différentes ressources publiques (impôts, taxes et financements extérieurs) et de la façon dont les dépenses publiques sont réparties pour financer les services publics.

Ce document permet également aux citoyens de comprendre les dépenses publiques et de prendre connaissance des niveaux du déficit budgétaire et de son financement, ainsi que de l'évolution des principaux indicateurs macroéconomiques (PIB, taux d'inflation, taux de change).

Le budget du citoyen 2018 présente les objectifs fondamentaux de La loi de Finances 2018. Il récapitule ses principaux chiffres, la répartition des dépenses et des recettes de l'État et met un accent sur les investissements et services à caractère social relevant des secteurs intéressant les citoyens comme l'éducation, la santé, le logement, le développement rural etc.

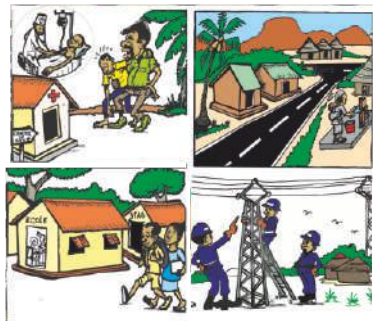
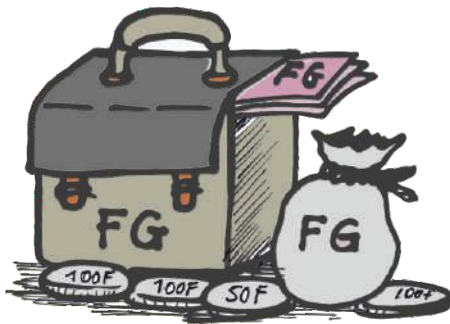
2. Quelle est l'importance de ce guide pour le citoyen ?

La Loi N°012 du 06 août 2012 portant loi organique relative aux lois de finances dispose que les citoyens, qui sont à la fois contribuables et bénéficiaires des services publics, doivent être clairement, régulièrement et complètement informés de tout ce qui concerne la gouvernance et la gestion des fonds publics.

Pour répondre à cette exigence de transparence, le gouvernement guinéen élabore depuis 2017 le guide du citoyen avec pour objectif de faire comprendre le processus budgétaire, la collecte des ressources budgétaires et leur utilisation pour la production des biens et services publics.

En outre, il facilite la participation des citoyens dans le débat en matière de gestion publique et informe le grand public des orientations stratégiques du gouvernement dans un langage simplifié et accessible.

3. Qu'est-ce que le budget de l'État ?



Le budget est un document prévisionnel qui autorise et retrace l'ensemble des recettes et des dépenses de l'État pour une année civile. Il est à la fois politique, technique et juridique.

En Guinée, le budget est élaboré pour une période de 12 mois, allant du 1^{er} janvier au 31 décembre de la même année. Il constitue une traduction fidèle des priorités stratégiques des pouvoirs publics et reflète :

- la politique économique et sociale du pays ;
- les priorités du Gouvernement ;
- l'effort financier consenti par l'État pour atteindre les objectifs des politiques sectorielles.

Le budget est l'instrument de mise en œuvre d'un programme d'actions politiques. Il est le reflet financier des priorités gouvernementales au cours d'une année civile. Ces priorités sont définies à travers les différentes politiques et stratégies sectorielles.

4. La politique budgétaire 2018 et ses grandes orientations



Les objectifs de la politique budgétaire tiennent compte des engagements entre le Gouvernement et ses partenaires techniques et financiers dont ceux pris dans le cadre du programme économique et financier avec le Fonds Monétaire International (FMI). Ces engagements s'appuient entre autres sur :

- le maintien du déficit budgétaire et de l'endettement à un niveau raisonnable en pourcentage du produit intérieur brut (PIB) ;
- la recherche active de financements extérieurs sous forme de dons et de prêts concessionnels (prêts à taux d'intérêt faible) ;
- la poursuite des efforts pour une mobilisation accrue des recettes internes ;
- une meilleure répartition des ressources en privilégiant les services sociaux de base et les projets d'investissements aptes à impulser la croissance économique ;
- le renforcement de la déconcentration budgétaire ;
- la poursuite de la mise en œuvre du plan de réforme des finances publiques.

Les projections budgétaires de 2018 tablent sur un taux de croissance du PIB de 5,8%, un taux d'inflation de 8,2%, un taux de change moyen de 9 610 GNF pour un dollar US et un taux de pression fiscale de 16,21% du PIB.

En outre, ce budget 2018 s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du Plan National de Développement Economique et Social (2016-2020) lequel est l'outil d'opérationnalisation du document de programmation stratégique Guinée vision 2040.

Pour la mise en œuvre de ces orientations, il est envisagé une mobilisation accrue des recettes à travers : (i) l'élargissement de la base taxable de l'impôt spécial sur certains produits, (ii) la suppression des exonérations exceptionnelles, (iii) l'intensification de la lutte contre la fraude fiscale et (iv) la fiscalisation progressive du secteur informel.

Aussi, des réformes visant à améliorer l'efficacité des dépenses publiques en mettant l'accent sur celles réduisant les menaces sur la croissance économique vont-elles être engagées.

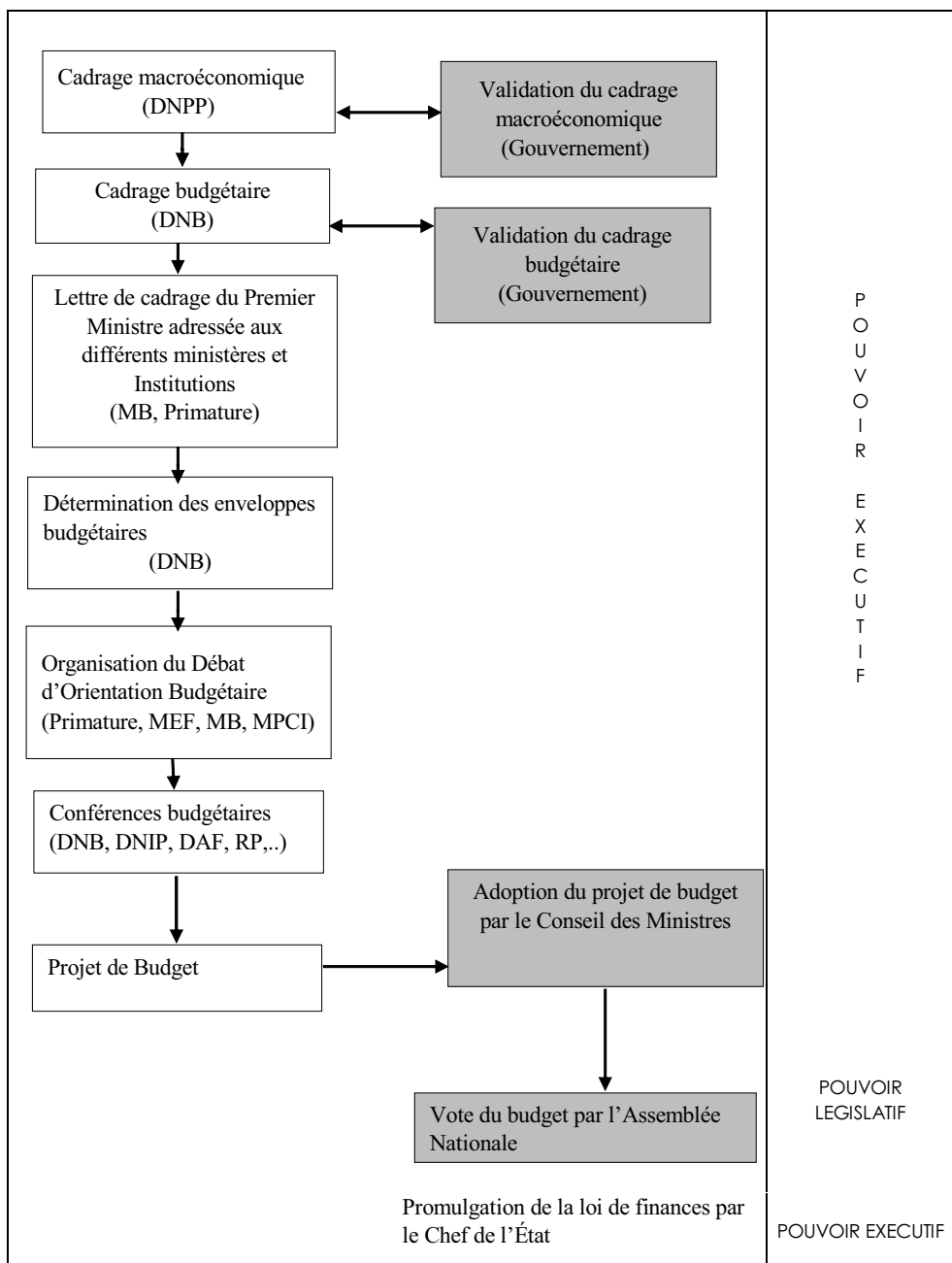
D'une manière générale, les orientations budgétaires de 2018 s'inscrivent dans la continuité de la mise en œuvre d'une politique active de développement social et la lutte contre la pauvreté.

5. Quelles sont les étapes de préparation du budget de l'État ?



Le budget est élaboré par le Gouvernement et voté par l'Assemblée Nationale dans le cadre de la Loi de Finances. L'Assemblée Nationale est la seule Institution habilitée à autoriser le Gouvernement à prélever les ressources sur les contribuables/citoyens et à les affecter à des dépenses publiques. Ce rôle dévolu à l'Assemblée Nationale vient d'un principe démocratique selon lequel les élus du peuple déterminent la nature et le montant des impôts et autorisent d'effectuer les dépenses.

Le processus de préparation du Budget de l'État comprend plusieurs activités, implique plusieurs services et s'étale sur toute l'année.



6. En 2018, combien l'État prévoit-il de mobiliser et de dépenser ?



Les recettes totales prévues pour 2018 se chiffrent à 18 908,64 milliards de GNF, soit un accroissement de 3 491,58 milliards de GNF (22,65%) par rapport aux recettes du budget de 2017. Ces ressources se décomposent en recettes intérieures pour 16 553,24 milliards de GNF et en dons pour 2 355,40 milliards de GNF. Quant aux dépenses, elles s'élèvent à 21 137,04 milliards de GNF, soit une augmentation de 5 325,04 milliards de GNF (33,68%) par rapport au budget de 2017. Cette augmentation traduit la volonté du Gouvernement de répondre aux besoins croissants des citoyens.

Ces dépenses se décomposent en dépenses courantes pour 13 219,04 milliards de GNF et en dépenses d'investissement pour 7 823,50 milliards de GNF.

La différence entre les recettes et les dépenses totales de la Loi de Finances 2018 fait ressortir un besoin supplémentaire de recettes de 2 228,04 milliards de GNF. Ce montant constitue le déficit budgétaire qui sera financé principalement par des emprunts extérieurs et intérieurs.

7. D'où proviennent les ressources du budget de l'État ?



Pour financer le budget de l'État, le Gouvernement perçoit des recettes provenant essentiellement des impôts, droits et taxes payées par les citoyens et les entreprises privées. Il s'agit principalement des prélèvements tels que l'impôt sur les sociétés, l'impôt sur le revenu des personnes physiques, les taxes sur les biens et services (y compris les taxes sur les produits miniers), l'impôt foncier et l'impôt sur le commerce international. Le Gouvernement reçoit également de l'étranger des dons et des prêts pour financer certains besoins favorables au développement national.

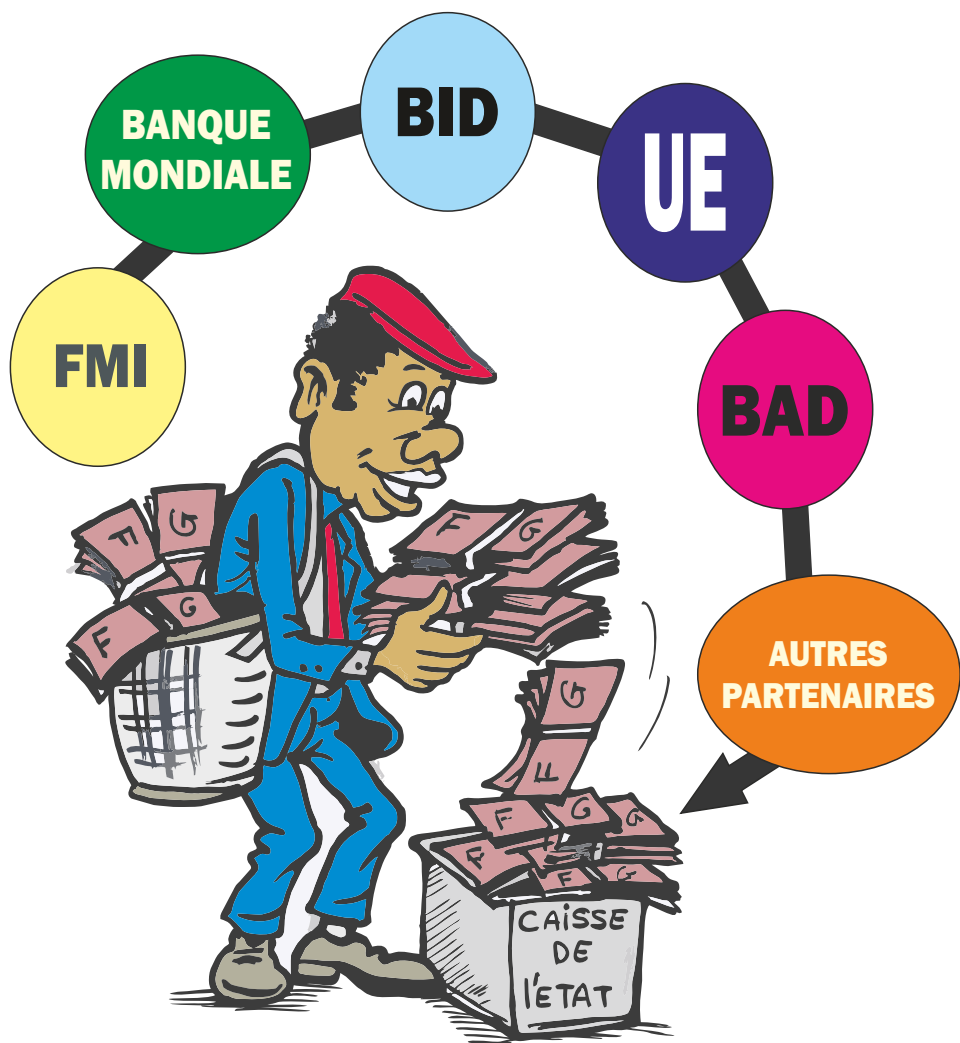


Tableau 1: Ressources du budget d'État 2018 par nature (En milliards de GNF)

NATURE DES RESSOURCES	2017	2018	Evolution Recettes 2018	
			Ecart	Taux
TOTAL BUDGET GENERAL	15 417,06	18 908,64	3 491,58	22,65%
I- Recettes Fiscales	12 663,40	15 474,10	2 810,70	22,20%
Impôt et taxes sur les revenus et Bénéfices	3 220,70	3 534,70	314	9,70%
Impôt sur le patrimoine	41,1	48,01	6,91	16,80%
Impôt sur le commerce extérieur et les transactions internationales	2 921,40	3 270,10	348,7	11,90%
Taxes sur Biens et services	6 215,20	8 318,20	2 103,00	33,80%
Autres recettes fiscales	265	303,1	38,1	14,40%
II- Autres recettes	825,66	1079,14	253,48	30,70%
Redevances dividendes droits frais administratifs amendes	747,66	977,74	230,08	30,77%
Autres recettes non fiscales	62,7	83,9	21,2	33,80%
Recettes en capital	15,3	17,5	2,2	14,40%
III- Dons	1 928	2 355,40	427,40	22,20%
Dons non affectés	1 055	1 146,00	91	8,60%
Dons affectés	883	1 209,40	326,4	37,00%

Source : Direction Nationale du Budget

La plus grande partie des recettes que le Gouvernement utilise pour payer les biens et les services proviennent des impôts et taxes payés par les citoyens et les sociétés privées. L'autre partie des ressources du budget de l'État est constituée des dons et emprunts obtenus auprès des bailleurs de fonds internationaux (Banque Africaine de Développement, Union Européenne, Banque Mondiale, etc.) et les pays amis (Pays arabes, France, Chine, Japon, etc.).

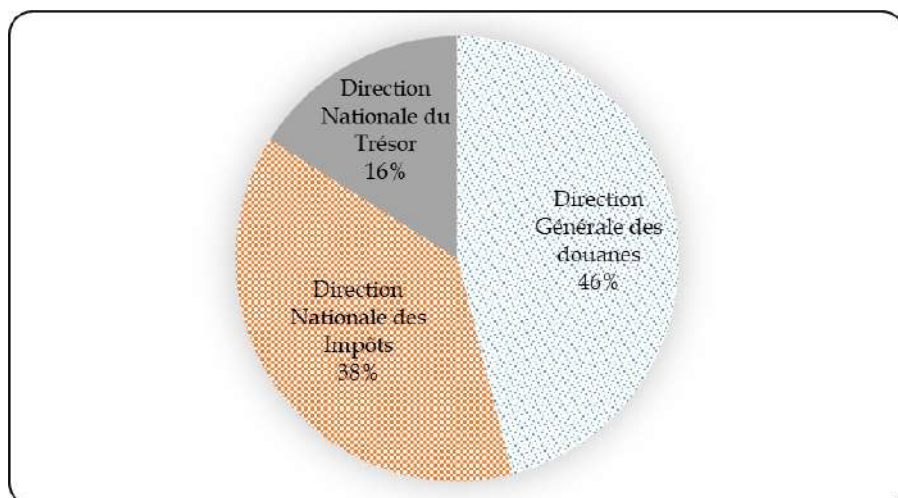
Les recettes intérieures du budget de l'État sont composées des recettes fiscales et des autres recettes.

Les prévisions de recettes fiscales pour le budget de l'État 2018 sont chiffrées à 15 474,10 milliards GNF, soit une hausse de 2 810,70 milliards de GNF par rapport au budget de 2017. Quant aux autres recettes, elles sont de 1 079,14 milliards de GNF en 2018 contre 825,66 milliards de GNF en 2017, soit une augmentation de 253,48 milliards de GNF.

Comparée à 2017, la plus grande partie des recettes intérieures à mobiliser provient des services des impôts. Avec un

accroissement de 29% par rapport au budget de 2017, les recettes attendues de la Direction Nationale des Impôts (DNI) sont de 7 702,1 milliards de GNF en 2018. Ce qui représente 46,53% du total des recettes intérieures mobilisables en 2018. La DNI est suivie de la Direction Générale des Douanes (DGD) pour 6 178,28 milliards de GNF et de la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DNTCP) pour 2 671,97 milliards de GNF.

Graphique 1: parts des différentes régies financières dans le total des recettes intérieures



Source : Direction Nationale du Budget

8. Comment le gouvernement dépensera-t-il les ressources publiques en 2018 ?

Les dépenses de l'État pour 2018 se chiffrent à 21 137 milliards de GNF. Ces dépenses sont constituées des dépenses courantes, nécessaires pour assurer le fonctionnement de l'administration publique (salaires du personnel de l'État, achats de biens et services, dépenses de transfert et les dépenses pour le paiement des intérêts de la dette) et des dépenses d'investissement pour la réalisation des infrastructures

socioéconomiques (routes, écoles, centres de santé, forages, aménagements agricoles, etc.).

Les dépenses courantes sont prévues à hauteur de 13 219,04 milliards en 2018 contre 11 104,8 milliards de GNF en 2017, soit



une hausse de 2 114,2 milliards (19,03%). Leur part dans le budget de l'année est de 62,54%. Ce niveau des dépenses courantes se justifie par les dépenses de personnel qui connaissent une augmentation de 14,7% liée entre autres au glissement catégoriel annuel, aux recrutements prévus de nouveaux fonctionnaires dans certains secteurs de l'administration, à l'application des protocoles d'accord avec les acteurs sociaux et aux frais de départ à la retraite.

Les dépenses d'investissement s'élèvent à 7 918 milliards de GNF en 2018 contre 4 707,20 milliards de GNF dans le budget de 2017, soit un accroissement de 3 210,80 milliards de GNF (68,20%). Elles représentent 37,14% du total des dépenses du budget de l'exercice 2018.

Quant au paiement des intérêts de la dette, il passe de 1 156,10 milliards de GNF en 2017 à 1 262 milliards de GNF en 2018, soit une hausse de 105,90 (9,16%) et représente 5,97% du budget 2018.

Tableau 2 : Détail des dépenses (en milliards de GNF)

NATURE DES DEPENSES	2017	2018	Evolution Dépenses 2018	
			Ecart	Taux
BUDGET GENERAL	15 812	21 137,04	5 325,04	33,68%
DEPENSES COURANTES	11 104,90	13 219,04	2 114,26	19,04%
Charges financières de la dette	1 156,10	1 262,00	103,9	9,00%
Dépenses de personnel	3 600,50	4 128,00	527,6	14,70%
Dépenses de biens et services	3 130,10	4 222,50	1 092,50	34,90%
Dépenses de transferts	3 218,20	3 606,50	388,3	12,10%
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	4 707,20	7 918	3 210,80	68,20%
Dont FINEX	2 070,00	4 810,50	2 740,50	132,40%

Source : Direction Nationale du Budget

9. Ressources transférées aux collectivités

Les ressources transférées aux collectivités territoriales en 2018 sont estimées à 118,3 milliards de GNF réparties entre les sept régions administratives (Boké, Faranah, Kankan, Kindia, Labé, Mamou et N'Nzérékoré) pour 9,9 Mds et 108,4 Mds pour l'ensemble des collectivités décentralisées (communes rurales et urbaines). Ces ressources sont en grande partie consacrées aux dépenses courantes et principalement au traitement salarial.

Tableau 3: Quelques Ressources transférées aux Collectivités (en milliards de GNF)

DESIGNATION	2017	2018	ECART	TAUX
Ensemble des gouvernorats	6,94	9,86	2,91	41,95%
Gouvernorat de BOKE	1,05	1,49	0,44	41,95%
Gouvernorat de FARANAH	0,84	1,19	0,35	41,96%
Gouvernorat de KANKAN	1,05	1,49	0,44	41,95%
Gouvernorat de KINDIA	1,05	1,49	0,44	41,95%
Gouvernorat de LABE	1,05	1,49	0,44	41,95%
Gouvernorat de MAMOU	0,63	0,90	0,26	41,95%
Gouvernorat de N'ZEREKORE	1,26	1,79	0,53	41,95%
Intervention /Subventions & Transferts (Courants) aux collectivités territoriales	82,61	108,40	25,78	31,21%
TOTAL	89,56	118,26	28,70	32,04%

Source : Direction Nationale du Budget

10. Quel est le montant des dépenses d'investissement prévu par piliers du Programme National de Développement Economique et Social (PNDES) ?

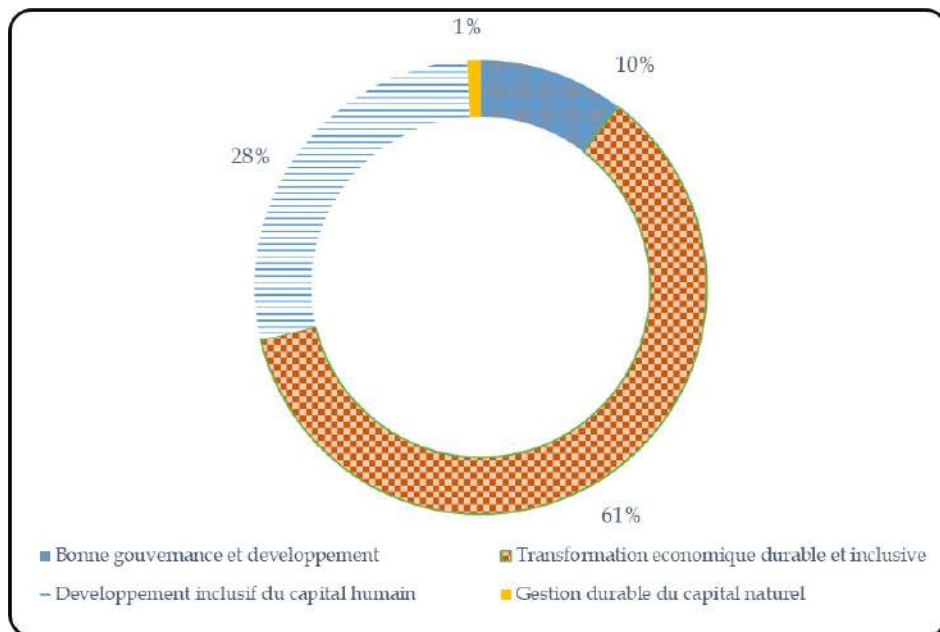


L'objectif global du PNDES 2016-2020 est de *promouvoir une croissance forte et de qualité pour améliorer le bien-être des guinéens, opérer la transformation structurelle de l'économie, tout en mettant le pays sur la trajectoire du développement durable.*

La stratégie du PNDES s'articule autour de 4 piliers de développement que sont : (i) la promotion d'une bonne gouvernance au service du développement, (ii) la transformation économique durable et inclusive, (iii) le développement inclusif du capital humain et (iv) la gestion du capital naturel.

La répartition des dépenses d'investissement de la Loi de Finances 2018 selon les 4 piliers du PNDES est présentée dans le graphique ci-dessous.

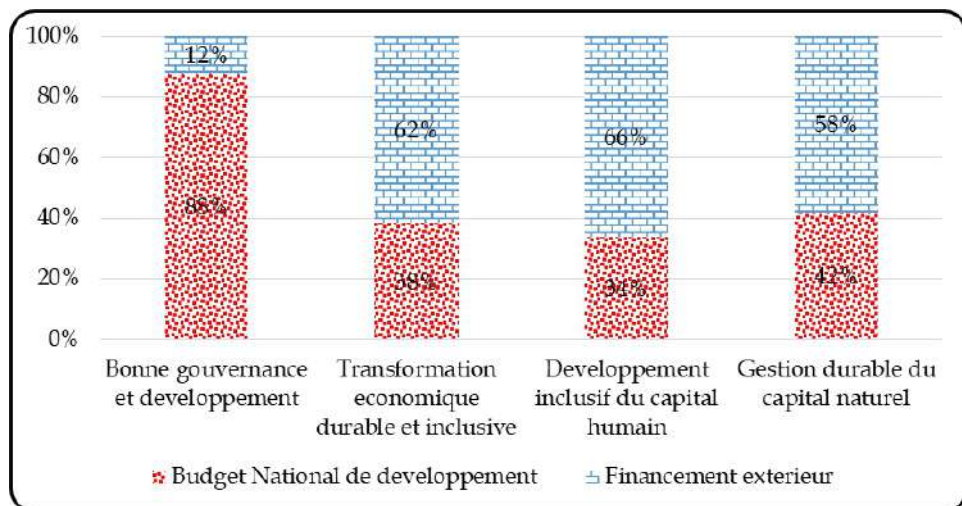
Graphique 2 : Répartition des crédits du budget 2018 selon les piliers du PNDES



Source : Direction Nationale du Budget

Par sources de financement, la mise en œuvre des piliers du PNDES est financée sur ressources propres à hauteur de 42% et à 58% par les concours extérieurs. L'effort national est relativement marqué au niveau de la promotion d'une bonne gouvernance au service du développement (voir graphique).

Graphique 3 : Répartition des crédits du PNDES par source de financement



Source : Direction Nationale du Budget

11. Quel est le montant des dépenses d'investissement prévues par secteur ?

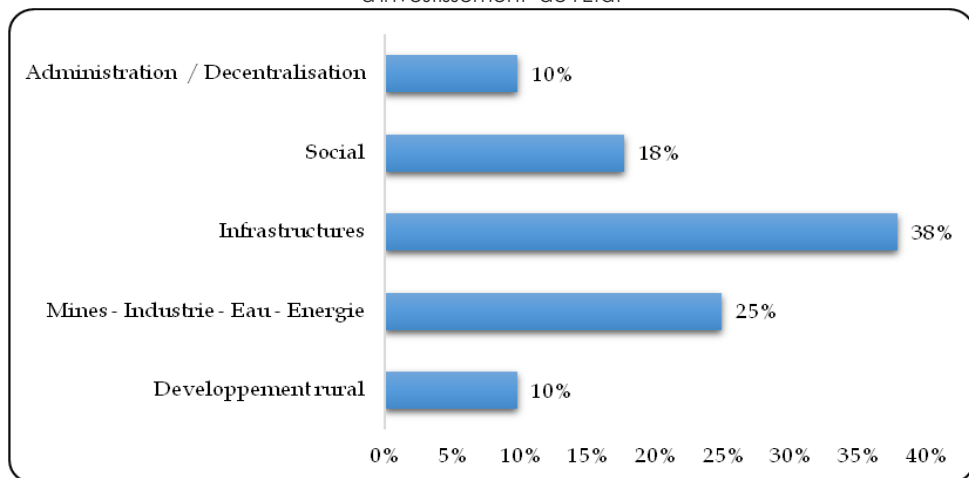
Les principaux projets, par secteur, inscrits dans le programme d'investissement public au titre de l'année budgétaire 2018 sont les suivants :

Tableau 4 : Dépenses d'investissement par secteur (en milliards de GNF)

N°	Secteurs	Financement intérieur	Financement extérieur	Total
1	Développement rural	168,43	580,40	748,83
2	Mines-Industrie-Eau-Energie	371,54	1 527,19	1 898,73
3	Infrastructures	1 104,53	1 783,00	2 887,53
4	Social	647,06	697,61	1 344,67
5	Administration/Décentralisation	522,62	222,80	745,42
	Droits et Taxes sur Finex (TTC)	162,82	-	162,82
	Total des Investissements	2 971,00	4 811,00	7 788,00

Source : DNIP

Graphique 4 : la part des différents secteurs de développement dans les dépenses d'investissement de l'État



Source : DNIP, DNB

Cette répartition du volume des dépenses d'investissement s'inscrit dans la logique des politiques publiques engagées par le Gouvernement dans le but de réduire significativement la pauvreté et accélérer la croissance en comptant progressivement sur les efforts propres.

L'essentiel des allocations revient aux secteurs **Infrastructures et Mines-Industrie-Eau-Energie** et Développement rural pour respectivement 2 887,53 et 1 898,73 milliards de GNF représentant respectivement 38% et 25% des dépenses totales d'investissement.

Voir annexe 2 pour plus de détails.

12. Présentation du budget par grandes fonctions de l'État

La classification fonctionnelle regroupe les dépenses de l'Administration Publique en fonction des missions essentielles assumées par l'État. Elle repose sur le critère de l'objectif socioéconomique de la dépense qui a l'avantage dans une programmation pluriannuelle de décrire l'évolution des dépenses de l'État indépendamment de leur rattachement.

Tableau 5: répartition du budget selon les fonctions de l'Administration Publique (en milliards de GNF)

N°	FONCTIONS	2017	2018	Ecart	Accroissement
1	Services Généraux des Administrations Publiques	3 616,95	5 119,84	1 502,89	41,55%
2	Défense	1 922,61	1 893,81	-28,80	-1,50%
3	Ordre et Sécurité Publics	415,46	479,99	64,53	15,53%
4	Affaires Economiques	3 502,60	6 212,91	2 710,31	77,38%
5	Protection de L'Environnement	291,32	336,99	45,67	15,68%
6	Logements et Equipements Collectifs	703,61	1 258,18	554,57	78,82%
7	Santé	1 994,56	1 301,15	-693,41	-34,77%
8	Loisirs, Culture et Culte	332,98	510,12	177,14	53,20%
9	Enseignement	2 457,19	3 011,85	554,66	22,57%
10	Protection Sociale	816,13	1 012,20	196,07	24,02%
	TOTAL GENERAL	16 053,41	21 137,04	5 083,63	31,67%

Source : DNB

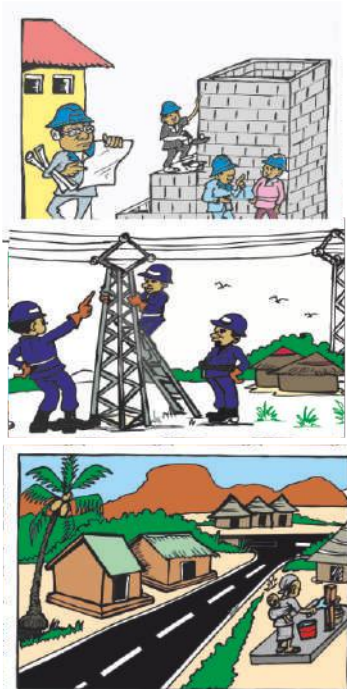
Services Généraux des Administrations Publiques

Le Gouvernement a, au cours de cet exercice, alloué un montant de 5 119,84

milliards de GNF contre 3 616,95, soit une hausse de 41,55%. Ce montant représente 24,22 % du budget total.

Les objectifs spécifiques liés à cette fonction se résument comme suit :

- 1- Améliorer les cadres juridique et judiciaire ;
- 2- Moderniser les services publics ;
- 3- Promouvoir le développement local, la gestion de proximité et la participation ;
- 4- Développer les coopérations régionale et internationale ;
- 5- Renforcer la gouvernance économique.*



Affaires Economiques



Les crédits alloués à la fonction Affaires Économiques se chiffrent à 6 212,9 milliards de GNF contre 3 502,6 milliards en 2017. Ce montant représente environ 29,4% des dépenses totales et regroupe essentiellement les secteurs du développement rural (Agriculture, Sylviculture, Pêche, Chasse et Élevage...) et des Infrastructures (transports, Industrie, Énergie etc. ...)



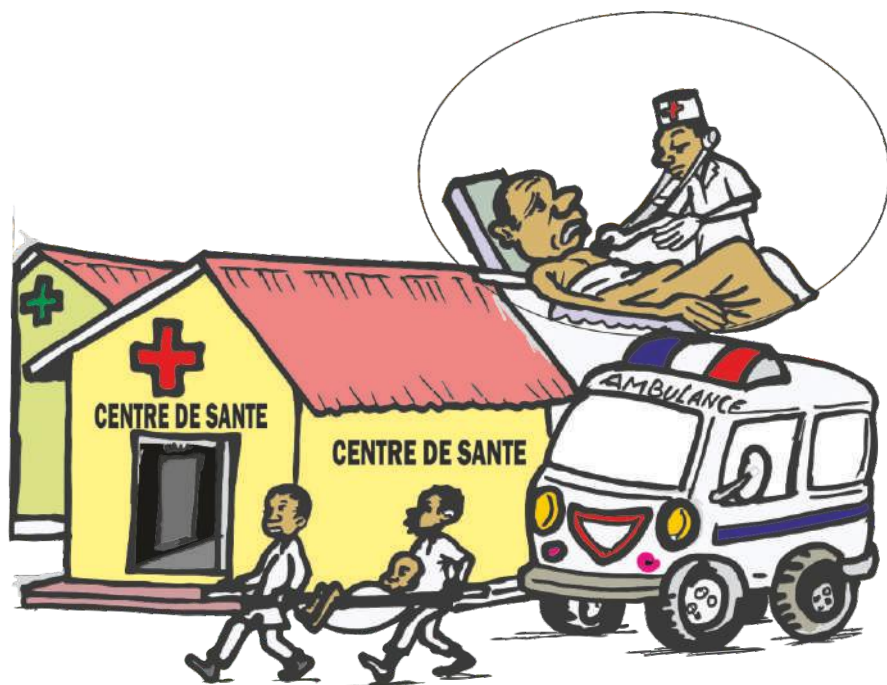
Enseignement

Pour l'atteinte des objectifs dans le secteur de l'enseignement, le budget 2018 prévoit 3 011,85 milliards de GNF pour ce secteur représentant 14,2% du budget général contre 2 457,19 milliards en 2017. Ces

fonds sont destinés au fonctionnement et à l'amélioration des infrastructures et équipements du secteur de l'éducation.

Dans ce secteur, les investissements prévus concernent principalement la construction de nouvelles universités, des Ecoles Régionales d'Art et de Métiers (ERAM) et la réhabilitation et l'équipement en infrastructures de l'Université Gamal Abdel Nasser de Conakry.

Santé



Pour aider les citoyens à bénéficier d'une meilleure offre des soins de santé et assurer l'accès équitable aux services de santé, le Gouvernement a alloué en 2018 un montant de 1301,15 milliards de GNF contre 1994,56 en 2017. En plus des besoins de fonctionnement, ce montant est principalement destiné à la réhabilitation de l'Hôpital National de Donka, la construction de deux hôpitaux régionaux et le programme de reconstruction du système de santé.

Logements et Equipements Collectifs



Pour améliorer l'alimentation en eau, les besoins en logement, en équipements collectifs et l'éclairage public, le Gouvernement alloue 998,94 milliards de GNF en 2018 contre 703,61 un an plus tôt.

Dans le sous-secteur de l'eau, il est prévu l'Adduction en Eau Potable (AEP) de plusieurs villes dont Gaoual, Tougué, Yomou, Siguiri et la réhabilitation de l'AEP de la ville de Kankan. En outre, il est prévu la construction des zones industrielles de Guinée.

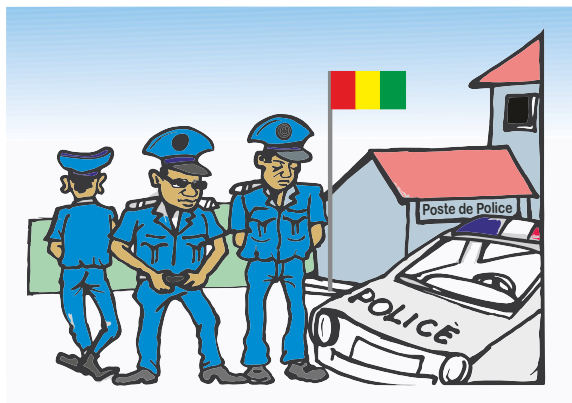
Protection Sociale



La protection sociale reste l'un des plus grands défis auxquels le Gouvernement doit faire face. Le montant alloué aux programmes de protection sociale dans le budget de 2018 est de 951,8 milliards de GNF. Ce montant est en hausse de 151 milliards de GNF par rapport au budget 2017. Les principaux investissements prévus dans ce secteur concernent la relance sociale post-Ebola,

le système de protection des enfants, le renforcement des capacités des jeunes et des femmes en zone Ebola, le programme de réhabilitation et de construction des CAAF.

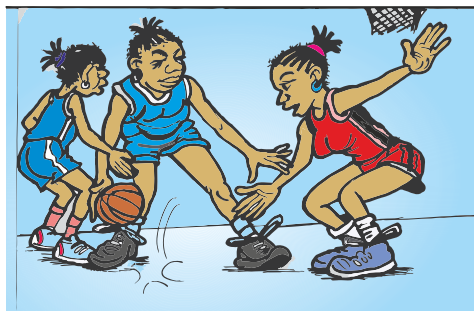
Défense, ordre et sécurité publics



Avec un montant total de 2 373,8 milliards de GNF, les fonctions de défense, ordre et sécurité publics représentent 11% du budget 2018. Ce montant est destiné, entre autres, à financer la réalisation des infrastructures dans certains commissariats

et sites de sapeurs-pompiers, la construction de la Compagnie Mobile d'Intervention Spéciale (CMIS) de Beyla et la construction de l'école nationale de police à Kafilia.

Loisir, Culture et Culte



Dans la loi de finances 2018, il est alloué à cette fonction un montant de 510,12 milliards de GNF, soit 2,41% du budget total contre un montant de 332,98 milliards dans le budget 2017. Ce montant servira entre autres à la réhabilitation de certaines maisons de jeunes, l'aménagement des espaces multi-sports, la rénovation partielle et urgente du stade du 28 septembre et la restauration des sites et monuments historiques.

13. Comment les citoyens peuvent-ils participer au processus budgétaire ?

Il importe que les citoyens comprennent le processus budgétaire pour pouvoir discuter et influencer les choix du Gouvernement. Le vote de l'Assemblée nationale du projet de budget de l'État lui permet de s'assurer que celui-ci prend en considération leurs priorités dans les besoins identifiés.

L'intervention du citoyen peut se faire à travers les services déconcentrés de l'État et décentralisés dans les districts, quartiers, communes rurales et urbaines, sous-préfectures, préfectures et gouvernorats. Les députés de l'Assemblée Nationale peuvent également recueillir et transmettre les préoccupations des citoyens à l'occasion des différentes sessions budgétaires du Parlement.

Pour s'informer sur les questions budgétaires de l'État et/ou exprimer ses besoins prioritaires, le citoyen peut se servir aussi des canaux de communication que sont les radios rurales et communautaires, les chaînes de radio et télévisions publiques et privées, la presse écrite et la presse en ligne.

En République de Guinée, le processus budgétaire est généralement régi par un calendrier qui permet à l'État de fonctionner conformément à un cycle budgétaire qui se décompose en quatre étapes à savoir : la préparation par le Gouvernement, l'adoption par l'Assemblée Nationale, l'exécution par le Gouvernement et l'audit et le contrôle par la Cour des Comptes et l'Assemblée Nationale.

La participation des citoyens dans ce processus constituera une contribution majeure dans le choix des programmes et projets de développement socioéconomique.

A ce titre, les citoyens peuvent :

- ✓ assister aux audiences sur le budget ou les suivre tant au niveau national qu'au niveau de leurs localités respectives;
- ✓ participer à tout événement qui peut leur donner l'occasion de rencontrer leurs responsables lors des travaux communautaires ;
- ✓ visiter les bureaux des services administratifs les plus proches, par exemple, ceux du quartier ou du District et rencontrer les dirigeants pour recueillir des informations sur les ressources publiques qui leur sont affectées et discuter de leurs préoccupations.

14. Où les citoyens peuvent-ils trouver le document budgétaire ?

Le projet de budget de l'État ne devient une loi de finances qu'après son adoption au niveau central par l'Assemblée Nationale et sa promulgation par le Chef de l'État. Après l'adoption, la loi de finances peut être trouvée au Journal Officiel de la République ou dans les services du Ministère de l'Économie et des Finances, du Ministère du Plan et de la Coopération Internationale et du Ministère du Budget. La loi de finances peut également être consultée sur le site Web du Ministère du Budget : www.mbudget.gov.gn.

Conclusion

En 2018, le Gouvernement poursuivra ses réformes dans le cadre de l'amélioration des finances publiques tout en renforçant la transparence dans la préparation et l'exécution du budget.

Le budget 2018 en hausse de 34% par rapport à celui de 2017 est ambitieux mais reste une prévision dont la réalisation est sous tendue par des efforts de mobilisation des ressources internes et externes. Ainsi, il reste utile de rappeler à chaque

- citoyen son devoir civique de payer l'impôt et contribuer à la sauvegarde des infrastructures publiques.
- employé de l'État de la nécessité d'une gestion rigoureuse et transparente des ressources publiques.

Mobiliser plus de ressources publiques sans compromettre la croissance économique et améliorer la qualité des dépenses restent donc les défis que nous devons relever semaine après semaine, année après année. De cette façon, nous sommes sûrs d'améliorer votre perception du budget de l'État et l'efficacité des politiques publiques.

ANNEXES

Annexe 1: Présentation des dépenses d'investissement par pilier du PNDES et par Ministères (en milliards de GNF)

CODE	NOMENCLATURE DES MINISTÈRES ET PILIERS DU PNDES	BND	FINEX	TOTAL
	I. BONNE GOUVERNANCE ET DEVELOPPEMENT	789,2	222,8	1 012,0
01	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	17,3	0,0	17,3
02	PRIMATURE	10,0	0,0	10,0
03	MINISTÈRE DE LA DEFENSE NATIONALE	90,0	0,0	90,0
04	MINISTÈRE ADMINISTRATION TERRITOIRE/DECENT.	200,9	83,5	284,4
05	MINISTÈRE SECURITE ET PROTECTION CIVILE	18,7	0,0	18,7
06	MINISTÈRE DE LA JUSTICE, GARDE DES SCEAUX	14,1	0,0	14,1
07	MINISTÈRE AF. ETRANGERES/ GUINEENS DE L'ETRANGER	6,0	0,0	6,0
08	MINISTÈRE DU PLAN/COOPERATION	64,5	8,0	72,5
09	MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	35,4	34,4	69,8
10	MINISTÈRE FONCTION PUBLIQUE ET DU TRAVAIL	15,8	96,9	112,7
22	MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION	17,0	0,0	17,0
25	COUR SUPREME	2,3	0,0	2,3
26	HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION	0,6	0,0	0,6
30	SECRETARIAT GENERAL DES AFFAIRES RELIGIEUSES	15,5	0,0	15,5
64	MINISTÈRE DU BUDGET	14,5	0,0	14,5
99	TAXES (TVA & DROITS DE DOUANES)	266,6	0,0	266,6
	II. TRANSFORMATION ECONOMIQUE DURABLE ET INCLUSIVE	1 602,3	3 826,1	5 428,4
11	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE	143,4	326,7	470,1
12	MINISTÈRE DE LA PECHE ET ACQUACULTURE	12,6	47,8	60,4
13	MINISTÈRE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	3,9	45,7	49,6
14	MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS	1 048,8	1 423,2	2 472,0
15	MINISTÈRE DE LA VILLE ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	41,0	162,3	203,3
16	MINISTÈRE DU COMMERCE	4,0	84,5	88,5
32	MINISTÈRE DES TRANSPORTS	5,4	0,0	5,4
36	MINISTÈRE DE L'ENERGIE ET DE L'HYDRAULIQUE	276,2	1 510,4	1 786,6
37	MINISTÈRE DES POSTES, TELECOMMUNICATIONS ET DES NTI	9,2	197,5	206,7
40	MINISTÈRE DE L'ELEVAGE	2,0	10,2	12,2
41	MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DES PME	55,8	17,8	73,6
	III. DEVELOPPEMENT INCLUSIF DU CAPITAL HUMAIN	673,6	697,1	1 370,7
18	MINISTÈRE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE	194,3	384,4	578,7
19	MINISTÈRE ACTIONS SOCIALES, PROMOTION FEMININE ET ENFANCE	46,4	42,7	89,1
20	MINISTÈRE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE L'ALPHABETISATION	150,2	1,5	151,7
21	MINISTÈRE EMPLOI, ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET FORMATION PROFESSIONNELLE	82,9	26,8	109,7
23	MINISTÈRE JEUNESSE	8,6	45,7	54,3
34	MINISTÈRE ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE SCIENTIFIQUE	176,5	196,0	372,5
43	MINISTÈRE DE LA CULTURE ET SPORT	14,7	0,0	14,7
	IV. GESTION DURABLE DU CAPITAL NATUREL	42,0	64,3	106,3
17	MINISTÈRE DU TOURISME, DE L'HOTELLERIE ET DE L'ARTISANAT	20,8	0,0	20,8
31	MINISTÈRE DELEGUE CHARGE DE L'ENVIRONNEMENT	21,2	64,3	85,5
	TOTAL (TTC)	3 107,1	4 810,3	7 917,4

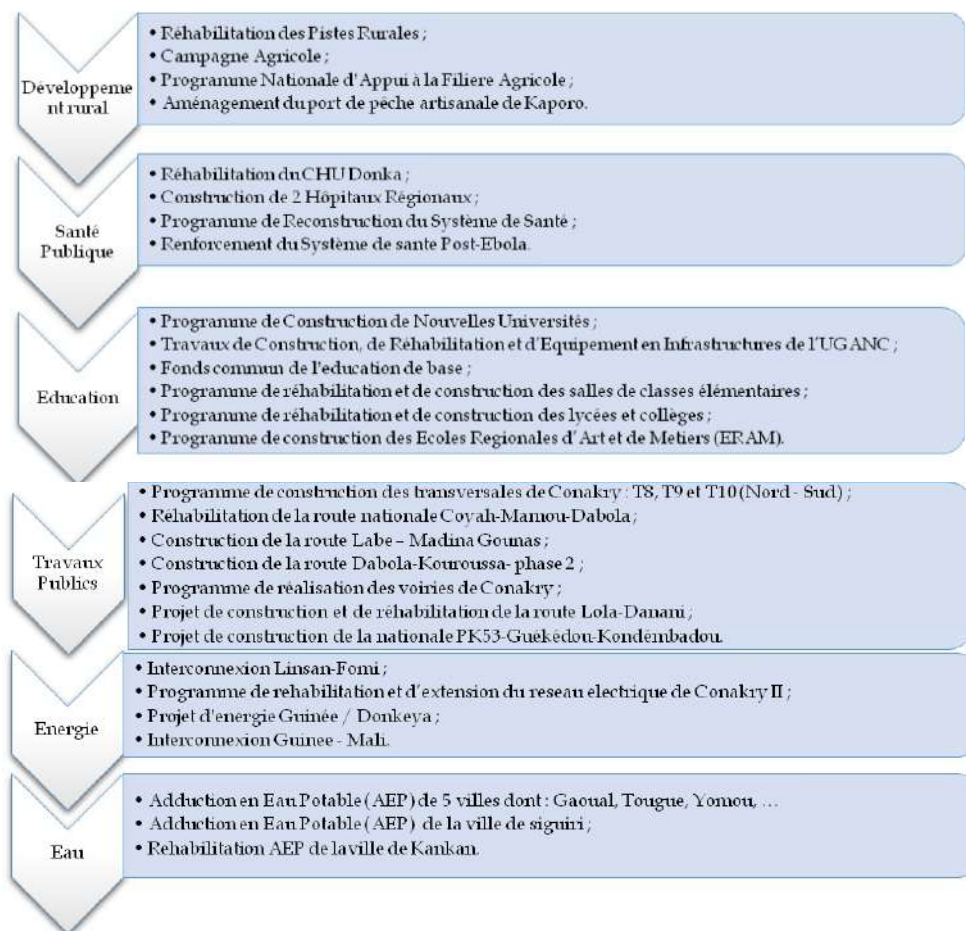


Tableau 2: Ventilation des recettes intérieures par services de régie (en milliards de GNF)

LIBELLE	LFR 2017	2018	Evolution des recettes	
			Ecart	Taux
Total Recettes Intérieures hors RER	13 271,8	16 353,4	3 081,6	23,2%
Direction Nationale des Impôts	5 962,20	7 702,10	1 739,9	29,2%
Direction Nationale du Patrimoine de l'État et des Investissements Privés	70,9	79,3	8,4	11,8%
Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique	1 244,5	2 592,7	1 348,2	108,3%
Direction Générale des Douanes	5 994,2	5 979,3	-14,9	-0,2%
Redevance Entretien Routier	213,6	259,2	45,6	21,3%
Total Recettes Intérieures avec RER	13 485,4	16 612,6	3 127,2	23,2%

Source : Direction Nationale du Budget

Budget de l'État : Un document retraçant l'ensemble des recettes et des dépenses de l'État pour une période déterminée, généralement un an.

Cadrage budgétaire : Processus de planification et de programmation budgétaires pluriannuelle en vue d'évaluer le niveau global des recettes attendues et des possibilités des dépenses sur 3 à 5 ans.

Compte de Gestion : Ensemble des documents chiffrés et pièces justificatives des recettes et dépenses, par lesquels un comptable public justifie devant la Cour des Comptes les opérations qu'il a exécutées ou centralisées durant une année financière.

Conférences Budgétaires : Réunions entre les cadres du Ministère du Budget et les représentants des Ministères sectoriels pour un premier arbitrage sur le montant des dépenses à prévoir pour les services de l'État dans le projet de loi de finances.

Cycle budgétaire : Le cycle budgétaire comprend les étapes de préparation, d'exécution et de reddition des comptes du budget de l'État qui s'étend du 1^{er} janvier de l'année au 28 février de l'année suivante.

Déficit budgétaire : Le [déficit budgétaire](#) est la situation dans laquelle les recettes de l'État sont inférieures à ses dépenses au cours d'une année. C'est donc un solde négatif.

Dépenses courantes : Ce sont les dépenses nécessaires au fonctionnement de l'Administration (paiement des salaires, achats des fournitures, mobiliers et matériels de bureaux...).

Dépenses d'Investissement ou Dépenses en capital : Ce sont des dépenses destinées au financement du programme d'investissement public (construction des routes, des bâtiments administratifs, scolaires, sanitaires, aménagement des plaines, construction des barrages hydroélectriques, acquisitions des biens à utiliser sur plusieurs années,).

Dépenses : Dépenses effectuées par les services de l'État dans l'exécution de leurs missions de service public (éducation, santé,

routes, emplois, sécurité, agriculture, assainissement, pêche, habitat...).

Impôt : Prestation pécuniaire requise des personnes physiques ou morales par voie d'autorité à titre définitif et sans contrepartie déterminée en vue de la couverture des charges publiques ou à des fins d'intervention de la puissance publique.

Loi de finances : Loi qui prévoit, évalue et autorise l'ensemble des ressources et des charges de l'État avant le début de l'année (loi de finances initiale) ou modifiant en cours d'année les dispositions de la loi de finances initiale (loi de finances rectificative).

Loi de règlement : Loi constatant les résultats financiers de chaque année budgétaire et approuvant les différences entre les résultats et les prévisions des lois de finances initiale ou rectificatives.

Loi Organique relative aux Lois de Finances : c'est une loi supérieure à une loi ordinaire qui détermine les principes, règles et procédures de préparation, d'exécution, de contrôle et de reddition des comptes des organismes publics (État, collectivités, Établissements publics).

Pouvoir exécutif : C'est le pouvoir qui est chargé d'**exécuter les lois**, de **définir les règles** nécessaires à leur application et de gérer les affaires courantes de l'État (Gouvernement).

Pouvoir législatif : C'est le pouvoir chargé de [voter les lois](#) notamment [le budget de l'État](#) et de contrôler l'action gouvernementale.

Processus budgétaire : C'est un ensemble d'activités liées à la préparation, l'exécution et le contrôle du budget de l'État.

Recettes fiscales : Il s'agit généralement de la plus grande part des ressources perçues par l'État. Ce sont des prélèvements obligatoires. Il s'agit souvent d'impôts directs et indirects. Les impôts directs incluent les impôts sur le salaire et sur les sociétés. Les impôts indirects incluent notamment les droits de douanes, la TVA et autres impôts.

Recettes intérieures : C'est l'ensemble des encaissements effectués par les régies de recettes dans l'application des

impôts, droits de douane et taxes administratives au cours d'une année.

Recettes non fiscales : Ce sont des recettes encaissées régulièrement mais qui ne proviennent pas des impôts. Ils regroupent notamment les redevances, les droits et frais administratifs et les revenus du domaine de l'État et autres taxes administratives.

Recettes : Ensemble des ressources financières de l'État destinées à couvrir les charges de l'État (impôts, taxes, droits de douanes, recettes administratives,...).

Régies de recettes : Ce sont des services de l'État chargés d'encaisser les recettes pour le compte du trésor public. Il s'agit principalement de la Direction des Impôts, de la Direction des Douanes et de la Direction du Trésor.

Taxe : Contrepartie d'un service rendu par une personne publique sans qu'il y ait correspondance entre son montant et le prix de la prestation.

